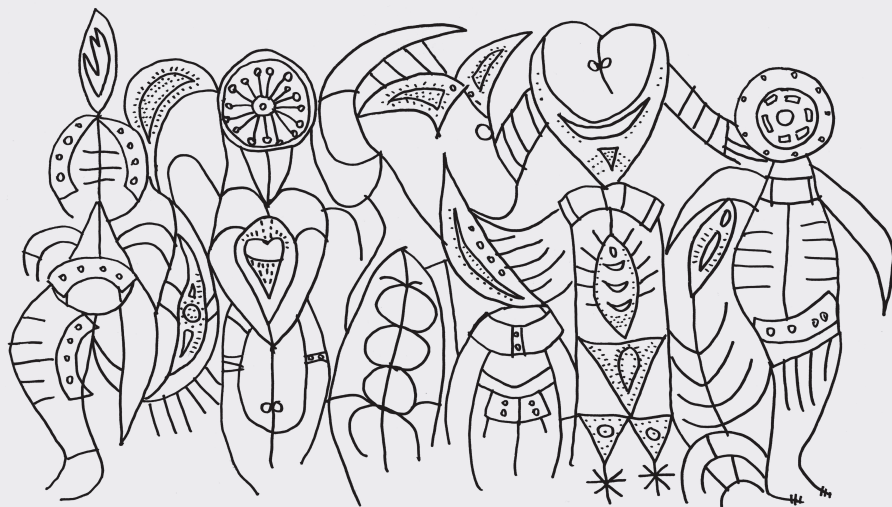


SOUS LA DIRECTION DE
SABINE LAMOUR, DENYSE CÔTÉ
ET DARLINE ALEXIS

DÉJOUER LE SILENCE

Contre-discours sur
les femmes haïtiennes



les éditions du remue-ménage

La nébuleuse antiféministe

Diane Lamoureux

COMMENT ABORDER L'ANTIFÉMINISME? Il me semble qu'il faut le prendre au pied de la lettre et essayer d'en cartographier les diverses manifestations. C'est un peu ce que je compte faire ici, en le distinguant de la misogynie et du sexisme. J'entreprendrai ensuite de baliser ce champ sur le plan théorique. La dernière partie de ce texte sera consacrée à certains visages de l'antiféminisme au Québec.

J'aimerais souligner ce qui a contribué à mes réflexions sur le sujet. Comme beaucoup de féministes québécoises, l'attentat à l'École Polytechnique en 1989 a servi de déclencheur : alors que 14 femmes étaient assassinées sous prétexte qu'elles étaient des féministes, le traitement politique et médiatique a rapidement ajouté l'insulte à l'injure. Même si le tueur avait clairement revendiqué la nature de son geste, il a fallu près de 20 ans pour que les pouvoirs publics admettent que c'était un crime politique et sexiste. Dans les années qui ont suivi, on a alors commencé à parler de postféminisme, ce qui m'a amenée à investiguer ce qui se cachait derrière cette appellation. Par la suite, j'ai eu plusieurs occasions d'aborder le sujet dans des colloques ou des articles. J'ai été aussi nourrie par des publications plus militantes sur le sujet comme celle du collectif français Stop Masculinisme (2013), le petit manuel de Marie-Ève Surprenant (2015) et l'enquête du Regroupement des centres de femmes du Québec sur les effets du masculinisme sur les groupes de femmes au Québec. Derrière cette présentation individuelle, il y a donc toute une réflexion collective à laquelle je vais tenter de rendre justice.

Antiféminisme, sexisme et misogynie

Dans son livre *Cent ans d'antiféminisme*, Christine Bard (1999) rappelle qu'à chaque avancée du féminisme a correspondu un contre-mouvement que l'on peut qualifier d'antiféministe, sans parler de l'empressement qu'ont manifesté divers intellectuels et politiques, de droite ou de gauche, à enterrer le féminisme alors que celui-ci venait à peine de se manifester dans l'espace politique. Susan Faludi (1991) insiste sur le fait que l'antiféminisme naît d'une grande peur, celle de l'égalité entre les femmes et les hommes et celle de la liberté des femmes, qui en incite plusieurs à essayer de conjurer les avancées du féminisme avant que ce mouvement ait pleinement pu déployer ses effets. Mansbridge et Shames (2012) analysent la notion de *backlash*, en puisant de nombreux exemples dans l'antiféminisme et en l'associant à trois éléments : d'abord, c'est une réaction ; ensuite, il comporte un élément de coercition ; enfin, il est exercé par des personnes ou des groupes sociaux qui voient leurs privilèges menacés. Bref, on peut définir l'antiféminisme comme un mouvement d'opposition au féminisme, qui s'en prend au féminisme comme mouvement social et aux féministes comme porteuses de ce mouvement.

À cet égard, il se distingue de la misogynie et du sexisme qui en constituent le terreau, mais qui ont une portée plus large et qui organisent les rapports sociaux de sexe encore aujourd'hui à l'échelle planétaire. On peut considérer la misogynie, comme nous y invite le dictionnaire, comme la haine ou le mépris des femmes, ce qui contribue à comprendre le phénomène universellement répandu de l'infériorité sociale des femmes dans la société et le mépris qui teinte tout ce qui est associé au féminin, allant jusqu'à efféminer des groupes que l'on veut discriminer.

Quant au sexisme, il représente beaucoup plus qu'une « attitude discriminatoire fondée sur le sexe » (Petit Robert). C'est un système global (ayant des conséquences sur tous les aspects de la vie sociale) de rapports sociaux fondé sur une bipartition sexuée de l'humanité, l'oppression de la partie désignée « femmes » et dont les techniques de pouvoir les plus répandues sont l'altérisation, la naturalisation et la hiérarchisation. Alors que la misogynie et le sexisme concernent

toutes les personnes humaines définies comme « femmes », l'antiféminisme ne concerne que les féministes.

Par ailleurs, misogynie et sexisme peuvent être considérés comme le terreau qui permet l'émergence de l'antiféminisme (Devreux et Lamoureux, 2012). Quand les femmes sont soumises à de multiples injustices (comme dans le sexisme) ou méprisées (comme dans la misogynie), il devient plus aisé de justifier une opposition au féminisme entendu comme mouvement d'émancipation des femmes.

Pour conclure cette section, il ne faudrait pas déduire, puisque l'antiféminisme est un discours réactionnaire, qu'il est l'apanage de la droite. Dans l'ensemble, la droite est plutôt antiféministe puisqu'elle a tendance à valoriser la hiérarchie sociale, le binarisme catégoriel et à penser la différence sur le mode de l'inégalité. Par ailleurs, la gauche a longtemps hésité et hésite encore très largement à prendre en compte les enjeux de justice de genre tout en ayant tendance à hiérarchiser les injustices sociales au lieu de les percevoir dans leur enchevêtrement, ce qui a pour conséquence une secondarisation de la lutte des femmes au profit de causes plus « nobles » qu'elle ne peut qu'affaiblir.

Le champ de déploiement de l'antiféminisme

Dans l'ouvrage que j'ai dirigé avec Francis Dupuis-Déri (2015), nous avons défini l'antiféminisme comme un ensemble de discours et de pratiques. Il me semble intéressant sur le plan heuristique de conserver cette distinction entre discours et pratiques quoique, dans les sociétés réelles, les deux dimensions soient enchevêtrées : les discours créent un climat propice à des pratiques, voire en suscitent l'émergence, tandis que les pratiques rendent les discours effectifs.

La généralisation du néolibéralisme à l'échelle planétaire contribue également au développement de l'antiféminisme. Refusant la notion même de rapports sociaux et ne voyant que des individus (le fameux « *There is no such thing as society* » de Margaret Thatcher), la pensée néolibérale est particulièrement critique vis-à-vis des mouvements collectifs d'émancipation. Dans cette perspective, les féministes qui insistent sur les injustices structurelles qui affectent les femmes

sont accusées de les enfermer dans le statut de victimes. En outre, les mouvements collectifs sont considérés comme corporatistes et réactionnaires. La valorisation de la performance laisse de côté tous les vulnérables.

Le discours antiféministe prend trois formes principales, même si la première ne semble s'imposer que dans les pays du Nord : le postféminisme, la guerre des sexes et celui du patriarcat, ancien, nouveau ou intemporel. Le discours du postféminisme se décline de diverses manières. Comme dans « postcolonial » ou « postmoderne », le « post » peut revêtir diverses significations. Cependant, en notre ère de mondialisation, la notion de postféminisme recouvre essentiellement une volonté soit de libérer la « femme de couleur » de l'homme de couleur, pour paraphraser Spivak (2009), au nom de la supériorité des cultures occidentales qui auraient atteint l'égalité entre les sexes, soit d'affirmer que le féminisme est dépassé puisque l'égalité entre les femmes et les hommes est déjà réalisée.

Le discours de la guerre des sexes vise à rendre les féministes responsables des antagonismes entre les sexes. Il se décline aussi de diverses façons. La plus vulgaire est certainement celle qui considère que le féminisme déclassé les femmes en vue de la séduction des hommes puisqu'elles voient en ceux-ci des ennemis. La plus répandue est que les féministes seraient responsables de concevoir les rapports entre les hommes et les femmes à la fois comme des rapports sociaux et comme des rapports antagonistes. L'épouvantail de la guerre des sexes attribue aux féministes le fait d'avoir transformé les rapports entre les hommes et les femmes en rapports de pouvoir et leur impute la responsabilité d'envenimer et de complexifier le « doux commerce » des sexes.

Quant au discours sur le patriarcat, il montre bien que certains n'envisagent les rapports sociaux que sur le mode de la domination ; si les hommes ne dominent plus, c'est qu'ils sont dominés. Dans cette perspective, les revendications féministes sont vues comme une demande de privilèges et non de droits. Pour certains tenants de la thèse du patriarcat, le féminisme est perçu comme la forme moderne d'un patriarcat ancien où les femmes étaient les principales responsables du maintien des institutions sociales, dans un contexte d'absen-

téisme masculin. Ce discours recèle plusieurs pièges, mais le plus grand, c'est d'attester que les hommes ont raison de s'organiser et de se mobiliser contre les féministes, puisque les femmes sont maintenant un groupe privilégié qui jouit de toute sorte de mesures d'action positive. Il y a également dans le discours sur le patriarcat une reprise de l'opposition binaire entre la maman asexuée (madone) et la putain, la première étant portée aux nues dans une sorte d'extériorité à l'humanité pour mieux mépriser la seconde.

Mais il me semble que c'est sur le terrain des pratiques que l'antiféminisme est le plus prégnant. Il est certainement utile de rappeler que, malgré toutes les critiques que les féministes ont pu émettre par rapport à la nature androcentrique du savoir universitaire, les travaux des féministes restent largement ignorés dans la plupart des disciplines, étant au mieux perçus comme un savoir à usage exclusif des femmes ou discrédité à titre de parti-pris idéologique. Les réflexions féministes demeurent dans une large mesure, et malgré l'institutionnalisation des études féministes dans certains pays, un savoir assujéti qui ne saurait prétendre à la dignité de la science.

Nous pouvons également repérer dans plusieurs milieux des violences physiques ou verbales à l'encontre des féministes. Ainsi, lors des manifestations contre un sommet économique tenu à Évian, le «village» féministe a-t-il été la cible des attaques de beaucoup de leurs «camarades» qui voyaient dans le fait de mettre en place une structure non mixte sur le plan de la sexualité une forme d'exclusion insupportable à leur encontre. Les insultes courantes, que l'on a lancées aux suffragettes (mal baisées, viragos, bas-bleus, etc.), continuent à être proférées. En Italie, en 1979, des fascistes ont attaqué Radio Donne, dont la programmation était résolument féministe. Les cliniques d'avortement sont régulièrement la cible d'attaques des groupes «pro-vie».

Le développement d'Internet, des réseaux sociaux et les blogues féministes ont provoqué l'ire des antiféministes. Celles qui protestent contre les *boys clubs* de la blogosphère sont soumises à des intimidations diverses comme la diffusion de renseignements personnels, des menaces de viol ou des menaces de mort. L'anonymat relatif du Web

permet également un déferlement de violence à l'encontre des femmes et des féministes en particulier.

L'antiféminisme au Québec

Pour plusieurs, le Québec fait encore figure de « patrie du féminisme ». Cette évaluation se fonde sur plusieurs mythes, et les réformes législatives et sociales des années 1970 et 1980 ont pu contribuer à les alimenter. Certes, à cette époque, le triangle de velours a fonctionné et l'action conjuguée des militantes, des universitaires et des politiques a conduit à des transformations majeures dans la vie des femmes. Mais cette époque est finalement assez lointaine.

C'est à l'occasion de Polytechnique que la curée antiféministe a pu se déclencher dans toute son ampleur. Pourtant les faits (et le discours du tueur) étaient assez clairs : un homme armé pénètre dans les locaux de l'École Polytechnique à Montréal, sépare les hommes et les femmes, et tue 14 femmes avant de s'enlever la vie. Qui plus est, il laisse un message disant sa haine des féministes, qui lui auraient gâché la vie, et une liste de diverses féministes qui sont dans sa ligne de mire.

Une première forme que prend le discours antiféministe à cette occasion, c'est l'injonction au silence qui est faite aux féministes : on ne leur donne pas la parole dans les médias, on tente de masquer le caractère antiféministe de l'attentat. Lorsqu'elles prennent la parole, les féministes sont accusées de tenter de récupérer l'attentat pour redynamiser leur mouvement en perte de vitesse.

Une deuxième forme que prend ce discours antiféministe, c'est de dire que les féministes seraient allées trop loin et qu'elles sont responsables de la détresse de certains hommes. Cette attaque se déploie en deux temps : d'abord, dans les tribunes téléphoniques et les médias, où on laisse se déverser la bile de ceux qui voient dans le féminisme l'origine d'un néomatriarcat québécois et la source de leurs difficultés personnelles ; ensuite dans la systématisation des attaques, dont le symptôme le plus évident est un pamphlet de Roch Côté, *Manifeste d'un salaud*.

Lors de la commission Bouchard-Taylor sur les pratiques en matière d'accommodements raisonnables et plus encore lors des débats sur la Charte des valeurs en 2012, on a eu droit à une reprise de la thématique de « l'égalité déjà là » ou du postféminisme pour stigmatiser certaines femmes (principalement les femmes musulmanes) et diviser les féministes.

Je vais maintenant aborder deux champs de déploiement de l'antiféminisme au Québec actuellement : le masculinisme et les politiques d'austérité. Ces champs ne sont pas équivalents. Le masculinisme est en perte de vitesse comme courant politique organisé, même si son influence dans les médias et auprès des autorités politiques demeure importante et place les féministes sur la défensive. Quant aux politiques d'austérité, elles se font sur le dos des femmes et à l'encontre des principes féministes.

Le masculinisme s'appuie sur le discours sur l'inégalité entre les sexes pour montrer que les hommes québécois sont victimes d'inégalités, que le féminisme aurait conduit la société québécoise à une nouvelle forme de matriarcat dont le résultat est la castration du mâle québécois qu'il serait temps de libérer. Pour ce faire, il importe que les hommes, à l'instar de ce que les féministes ont fait depuis les années 1970, s'organisent politiquement pour montrer les torts sociaux qu'ils subissent et entreprennent de rétablir l'égalité entre les femmes et les hommes. Il y a donc dans le masculinisme un travail de symétrisation des situations qui prend appui sur les politiques de *gender mainstreaming*.

Pour attester les torts sociaux dont sont victimes les hommes, selon eux, quatre enjeux sont particulièrement mis de l'avant par les groupes masculinistes : le suicide des jeunes hommes, le décrochage scolaire des adolescents, les hommes violentés et les pères divorcés privés de leurs enfants. Examinons donc quels sont les arguments déployés et comment tous ces phénomènes procéderaient d'une domination féministe, qu'il importe d'abolir au profit d'une plus grande égalité entre les femmes et les hommes.

C'est un fait, les jeunes hommes sont plus nombreux que les jeunes femmes à mourir par suicide. Cependant, ce genre de statistiques montre bien les limites inhérentes à l'analyse différenciée selon le

sexe : si on y apprend que les jeunes hommes se suicident plus souvent que les jeunes filles, on ne sait pas grand-chose des populations concernées et on peut également se demander si l'on compare des choses véritablement comparables et si la variable sexe est la plus utile pour comprendre le phénomène. Ainsi, on ne tient pas compte de comportements à plus forte prévalence chez les femmes, comme l'anorexie, qui peuvent conduire à la mort sans que cela soit répertorié sous la rubrique suicide. Plus important encore, on ne tient pas compte de catégories de masculinités dominées (Autochtones ou homosexuels), plus susceptibles que d'autres de recourir au suicide.

Le deuxième argument, c'est celui du décrochage scolaire des adolescents. Là encore le problème n'est pas le constat, statistiquement vérifiable, mais l'explication qui est fournie. Pour les masculinistes, la chose est on ne peut plus claire : avec la mixité scolaire, la prévalence de personnel enseignant féminin dans les écoles primaires et secondaires et l'endoctrinement féministe véhiculé par l'école, il est normal que les garçons décrochent. Si la réussite plus grande des filles à l'école n'est pas qu'un phénomène québécois, on peut la constater dans plusieurs pays occidentaux, il n'en reste pas moins que, de façon générale, le nombre de garçons qui complètent leurs études secondaires est en croissance, ce qui s'inscrit dans le phénomène général de l'allongement de la durée des études. Il est aussi évident que l'enjeu de l'école n'est pas le même pour les filles et les garçons : l'absence d'un diplôme d'études secondaires est beaucoup plus pénalisant pour les filles que pour les garçons sur le marché de l'emploi. Nulle surprise donc au fait que les filles s'accrochent plus au diplôme.

Le troisième argument avancé est celui des hommes battus. L'argument sert à deux fins. Premièrement, il vise à dénoncer les campagnes gouvernementales de prévention de la violence conjugale, en soulignant que la présentation des faits y est biaisée, puisqu'on n'y présente que des cas où un homme violence une femme. Deuxièmement, il sert à montrer la disparité des ressources qui sont affectées aux hommes et aux femmes dans ce domaine. Deux points importants sont soigneusement passés sous silence : le machisme tue, dans la mesure où la violence machiste a laissé dans son sillage nombre de victimes, alors que ce n'est pas le cas pour le féminisme ; deuxième-

ment, le viol – que la victime soit masculine ou féminine – est une affaire d'hommes, ce qui ne fait pas nécessairement de tous les hommes des violeurs.

Le quatrième et principal argument invoqué par les masculinistes est celui des pères divorcés privés de leurs enfants. C'est l'argument principal d'un groupe comme Fathers 4 Justice, qui glisse de l'amour au contrôle.

On peut également estimer que le discours d'austérité développé par le gouvernement actuel continue d'exploiter le filon antiféministe en plus d'avoir des conséquences pratiques beaucoup plus prononcées pour les femmes que pour les hommes et de remettre en cause les résultats des luttes féministes pour l'autonomie des femmes. En tant qu'employées de l'État (33 % des femmes travaillent dans le secteur public et parapublic en comparaison de 19 % des hommes), elles sont affectées par les mises à pied, la précarisation du travail et l'intensification des rythmes de travail qui ont accompagné la diminution du nombre de personnes employées dans ce secteur. Comme bénéficiaires de services, les femmes sont également affectées par les compressions : les femmes constituent la majorité des « bénéficiaires » de l'aide sociale. Le choix de favoriser les services de garde privés plutôt que publics a aussi indirectement augmenté les frais de garde qui ont un impact direct sur l'emploi des femmes. Évoquons aussi les délais d'attente plus grands dans le système de la santé, le traitement différentiel en matière de recherche et de couverture des traitements des maladies plus prévalentes chez les femmes ou chez les hommes, les hausses du coût des médicaments et la baisse de leur couverture. Après les intégristes religieux du gouvernement fédéral conservateur qui voulaient restreindre la liberté d'avortement, c'est maintenant au tour du ministre de la Santé du Québec de vouloir couper dans les services d'avortement pour des raisons financières. Les femmes sont surtout affectées aujourd'hui à titre de substituts des services publics. Les ressources publiques insuffisantes pour prendre soin des jeunes présentant des problèmes de santé physique ou mentale, des personnes âgées en perte d'autonomie et des malades en convalescence ont sur elles un impact majeur : en fonction de la division sexuelle sexiste du travail, ce sont largement elles qui assument les soins aux personnes

(ce qu'on appelle les « aidantes naturelles », un autre mot de la novlangue gouvernementale), rendant difficile le maintien dans un emploi à temps plein sur le marché du travail.

Ces attaques contre les femmes sont également des attaques contre les féministes qui ont mené toute une série de luttes pour favoriser l'autonomie des femmes, leur garantir des voies de sortie par rapport à la dépendance financière par rapport aux hommes, ne pas les obliger à s'engager dans des rapports familiaux insatisfaisants ; c'est tout cela qui est remis en cause par les mesures d'austérité. Par ailleurs, les politiques d'austérité servent de prétexte pour diminuer le financement des groupes de femmes, pratiquer l'ingérence dans leur mission et leur rendre plus difficile l'engagement dans les luttes pour la promotion des droits et de la justice sociale.

Conclusion

Cela s'inscrit assez bien dans la logique des politiques du ressentiment que dénonce Wendy Brown. À la suite de Nietzsche, elle définit le ressentiment comme prenant trois formes : « il produit un affect (rage, bon droit) pour surmonter la blessure ; il produit un bouc émissaire responsable de la souffrance ; et il produit un espace de vengeance qui déplace la souffrance (un lieu qui inflige la souffrance pour retourner la souffrance subie) » (Brown, 1995, p. 68, traduction libre). Nous en avons une belle illustration dans la campagne présidentielle étasunienne de 2016.

Au Québec, on peut soutenir que le discours des organisations internationales sur le *gender mainstreaming* est clairement utilisé à des fins antiféministes. D'abord, en transformant en inégalités statistiques les rapports sociaux de sexe, on passe sous silence les rapports sociaux qui produisent et reproduisent les inégalités. Ensuite, on individualise les situations et on transforme les inégalités persistantes en inégalités résiduelles.

Références

- Bard, C. (1999). « Introduction », dans *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, p. 21-35.
- Brown, W. (1995). *States of Injury*, Princeton, Princeton University Press.
- Collectif Stop Masculinisme (2013). *Contre le masculinisme*, Lyon, Bambule.
- Devreux, A.-M. et D. Lamoureux (2012). « L'antiféminisme, une nébuleuse aux manifestations tangibles », *Recherches féministes*, vol. 25, n° 1 et *Cahiers du genre*, n° 52, p. 3-14.
- Faludi, S. (1991). *Backlash*, New York, Doubleday.
- Lamoureux, D. et F. Dupuis-Déri (dir.) (2015). *Les antiféminismes*, Montréal, Remue-ménage.
- Mansbridge, J. et S. L. Shames (2012). « Vers une théorie du backlash : la résistance dynamique et le rôle fondamental du pouvoir », *Recherches féministes*, vol. 25, n° 1 et *Cahiers du genre*, n° 52, p. 151-162.
- Spivak, G. (2009). *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Amsterdam.
- Surprenant, M.-È. (2015). *Manuel de résistance féministe*, Montréal, Remue-ménage.
- Trat, J., D. Lamoureux et R. Pfefferkorn (dir.) (2006). *L'autonomie des femmes en question*, Paris, L'Harmattan.